



## Débat général

Notre congrès fédéral débute dans un contexte international complexe. Les guerres, notamment en Ukraine et au Moyen-Orient, continuent de ravager le monde et l'extrême droite progresse. L'arrivée au pouvoir de D. Trump et ses acolytes, leurs provocations et positions bellicistes attisent les tensions existantes et en créent de nouvelles. Ce congrès doit réaffirmer notre exigence de Paix et de solidarité internationale.

En France, les difficultés économiques et sociales sont renforcées par la situation politique instable dans laquelle le Président de la République a précipité le pays.

Au cœur des enjeux socio-économiques, les réformes de la formation professionnelle initiale ces huit dernières années sont des marqueurs de l'abandon de plus de justice sociale et du partage des richesses. Des dizaines de milliards d'euros ont été versés aux entreprises et aux organismes de formation, sans contrôle, pour mettre à disposition une main d'œuvre à moindre coût voire gratuite. Alors que le taux de chômage augmente avec + 8,5% chez les jeunes de moins de 25 ans au dernier trimestre 2024. Non, la formation professionnelle n'est pas le bouc émissaire du chômage !

Ce dogme est pourtant ce qui gouverne la transformation de la voie professionnelle des lycées.

Les modifications des formations d'ici 2027 sont une volonté d'adaptation à court terme aux besoins locaux, sans réelle perspective ni véritable investissement sur les métiers nécessaires à la réindustrialisation, à la transition écologique, ou encore à l'accompagnement aux personnes... Cela confirme nos craintes sur l'assignation à résidence géographique et sociale des élèves de lycée pro, abandonnant l'objectif émancipateur de formation globale et méthodique à un métier. La tendance est aussi à la fermeture de bac pro et de BTS pour augmenter les places en CAP. L'objectif est clair : baisser le niveau de qualification général de la « France d'en bas », ce que le SNUEP-FSU dénonce.

Au passage, bien que l'état continue de financer l'école privée, ce sont de nouvelles économies pour le service public d'éducation qui sont envisagées : réduction du nombre d'années d'école et refus d'ouvrir des classes pour répondre à la demande croissante des élèves sortant·es de 3<sup>e</sup> qui ne pourront pas tous être accueilli·es en lycée professionnel à la rentrée 2025. Le refus des gouvernements successifs et des Régions d'investir dans le recrutement des enseignant·es et dans les plateaux techniques des LP ne tient pas qu'à l'austérité budgétaire. Leur projet bien structuré renvoie au passé : une mise au travail, le plus vite possible de la jeunesse populaire, au détriment de leurs diplômes et de leurs qualifications. Dernier exemple : le parcours différencié de mai et juin en terminale bac

pro où l'élève choisira soit 6 semaines de préparation aux poursuites d'études, soit 6 semaines en entreprise, gratifiées par l'État de 600 €.

Conséquences de ce temps en entreprise augmenté : moins d'école et des examens de bac pro avancés mi-mai. Un scandale dont les effets, avec l'expérience du bac GT, sont connus. Pour le SNUEP-FSU, il est encore temps de revenir à la raison : les examens, c'est en juin !

Face à ces attaques, l'abandon des prépa-2<sup>de</sup> est une première victoire de notre lutte syndicale contre le tri scolaire et l'éviction de l'école. Le SNUEP-FSU est mobilisé pour une voie professionnelle à l'école, dans nos lycées professionnels publics, qui élève le niveau de qualification. Mobilisé pour que l'argent public aille à l'école publique. Mobilisé dans les actions et les campagnes pour l'augmentation des salaires et des pensions. Mobilisé pour participer à la construction et à la réussite du 8 mars, journée internationale des droits des femmes, droits encore mis à mal par les dernières réformes de la voie professionnelle qui augmentent les inégalités de genre dans nos formations. Bon congrès à toutes et à tous.

Séverine Brelot